



Communiqué de presse du 23 octobre 2008

Crise financière: les hommes s'en mettent plein les poches, les femmes s'en prennent plein la figure!

« La crise financière actuelle voit les femmes supporter les pertes à égalité avec les hommes. Des hommes qui, bien assis dans leurs fauteuils de directeurs, se sont d'ores et déjà partagé les bénéfices » déclare la co-présidente des Femmes socialistes suisses, Maria Roth-Bernasconi, à l'occasion de la manifestation d'aujourd'hui, devant le siège principal de l'UBS, sur la Paradeplatz à Zürich. Les Femmes socialistes appellent à une participation massive. Elles exigent que le salaire des simples employé-e-s du secteur bancaire soit assuré. Elles demandent aussi l'introduction d'un quota de parité hommes-femmes dans le nouveau droit des sociétés anonymes, qui s'applique notamment aux conseils d'administration et aux instances dirigeantes des instituts financiers.

La crise financière actuelle témoigne de ce qui se produit quand le marché fonctionne sans contrôle et sans surveillance externe : les instances étatiques, que l'idéologie exclut du jeu, sont soudain sollicitées quand les pertes surviennent. Autre état de fait révélé par cette crise : les instances dirigeantes, essentiellement masculines, mènent les entreprises à la ruine et ne se préoccupent que de leur propre bénéfice. Hélas, leurs défaillances retombent sur les autres ! Le PS exige donc le maintien du pouvoir d'achat pour tout le monde et une protection efficace des épargnant-e-s. Il demande aussi une limitation des salaires et bonus exorbitants versés aux managers, ainsi que la mise en place d'un organe indépendant chargé de la surveillance financière. A ces revendications, les Femmes socialistes ajoutent deux points clés.

Premièrement, et afin de protéger les salarié-e-s, la transparence des rémunérations doit se généraliser. Les salaires doivent être composés d'éléments fixes. Les suppléments sous forme de bonus ne sauraient dépasser 5% du salaire, ni remplacer un 13^{ème} salaire. En outre, nous ne devons pas sacrifier les mesures en faveur de l'égalité salariale entre femmes et hommes sur l'autel de la crise financière. Pour les nombreuses femmes qui travaillent dans le secteur bancaire et les instituts financiers, les éléments flexibles du salaire et les bonus représentent un énorme facteur de discrimination : ils creusent le fossé entre leurs revenus et ceux, comparables, des hommes.

Deuxièmement, les Femmes socialistes exigent que les conseils d'administration et de direction des instituts financiers et autres entreprises soient composés d'un nombre égal d'hommes et de femmes. Aujourd'hui, dans les directions d'entreprise, seule une personne sur dix est une femme. Or, plusieurs études le montrent, les femmes font de meilleures gestionnaires que les hommes (ou du moins, elles apportent un style de management complémentaire, ce qui fait de la



mixité des entreprises un facteur de performance). « Women matter », une étude de Mc Kinsey menée en 2007, prouve que les femmes managers obtiennent en moyenne un taux de rendement des capitaux de 10% plus élevé et des marges de 48% plus élevées que la moyenne de la branche. En général, les femmes ont aussi une approche plus durable du maniement financier : c'est ce que révèle l'étude suisse conduite par Zimmermann et Höchle en mai 2008 sur quelque 40'000 dépôts de client-e-s. Empêcher les femmes d'accéder aux directions d'entreprise, c'est à la fois mauvais pour l'entreprise et catastrophique pour tout le monde, ce que la crise financière actuelle démontre de manière crasse. Conséquence : il s'agit d'imposer des quotas de genre dans toutes les directions d'entreprise. Maria Roth-Bernasconi déposera une proposition dans ce sens au Conseil national lors de la session de décembre.

Documentation

[Pétition du PS: UBS: pas d'argent sans contrepartie](#)